RAPPORT D'EVALUATION MULTISECTORIELLE DANS LE TERRITOIRE DE LUBERO
CLUSTER PROTECTION

Lieux: KIRUMBA, KAYNA, KASEGHE, LUOFU, MIRIKI , BULOTWA, KANYABAYONGA

Date : du 12 au 18 Mai 2020

Organisations :APETAMACO, AIDES, INTERSOS, FIRD, SIJFMCO, CARITAS/Goma, AHADI, CRONG, DRC.DK, CNR, UNHCR, PAP/RDC

Photo prise en pleine Réunion de briefing sur les évaluations du 13 au 18/05/ à Kirumba – Cluster protection Beni-Lubero

Depuis le mois début du mois d'Avril, dans le territoire de Walikale (groupement de IKOBO), à la limite avec le territoire de Lubero, il y avait eu des affrontements entre la coalition des groupes armés Maï-Maï NDC/R et UDPI/Mazembe contre les Maï-Maï FPP/AP (front des patriotes pour la paix, armée du peuple) au village Kateku/Walikale et ses environs, en date du 02 avril 2020 et les attaques (accrochages) des Maï-Maï FPP/AP contre les positions des maimai UPDI/Mazembe aux villages KIMAKA et KYAMBULI en localité Mulinde[1]/Lubero le 03 avril 2020. Ces affrontements ont provoqué un mouvement massif des populations en provenance de Bushimba, Kironge, Kimaka, Katsinga, Kyambuli et Kateku Katanga, Bunande, Katirisa et Mirungi. Ces ménages se sont installés dans les localités de Luofu-Miriki-Kirumba, Kayna, Bulotwa… En outre, Il a été rapporté qu'au mois d'avril , dans le territoire et ses agglomérations presque 355 incidents de protection par le monitoring de protection. Sur base de ces informations, le cluster protection préconise une mission multisectorielle d'évaluation afin de disposer d'informations à jour sur la situation humanitaire dans ce territoire.

2- Objectif

Cette évaluation conjointe a pour but de faire une analyse de la situation de sécurité et ses répercussions négatives sur l'environnement de protection des civils forcés de fuir leurs foyers en vue d'une réponse appropriée

[1] Situé en zone de santé de Kayna, Groupement Itala, Chefferie de Batangi, à environs 168km au Sud-Ouest de Lubero-centre.

3- Méthodologie

- Eu égard les mesures barrières du covid-19, les discussions en groupe ne seront utilisées que dans le cas d'extrême nécessité.
- L'évaluation privilégiera principalement les entretiens individuels avec les informateurs clés et l'observation.
- Pour les questions des PDIs, l'entretien avec les informateurs clé se fera avec l'aide du formulaire d'évaluation rapide de protection élaboré par le Cluster Protection.

4- Résultats attendus

- Les besoins humanitaires prioritaires sont identifiés par secteur dans les localités visitées ;
- Les problèmes de protection sont identifiés ;
- Un plan de réponse avec des interventions immédiates, à court et long terme est défini avec la répartition des responsabilités (au niveau territorial et régional) ;
- Un rapport détaillé est fourni et partagé à tous les acteurs.

5- Programme et itinéraire

Dates	Activités	Lieu	Commentaires
Mardi 12 mai	• Voyage Beni -KIRUMBA (09 :00) • Séance de mise au point 15 :00	KiRUMBA	Départ du convoi au bureau commun OCHA-UNHAS -UNHCR
Mercredi 13 mai	Séance de travail (Evaluation)	KIRUMBA	Equipe de la mission
Jeudi 14 mai	Evaluation	LUOFU	Aller -Retour Kirumba Luofu-Kirumba
Vendredi 15 mai	Evaluation	MIRIKI	Aller-retour Kirumba -Miriki-Kirumba
Samedi 16 mais	Evaluation	KANYABAYONGA	Aller-retour Kirumba Kayabayonga
Dimanche 17 mai	Débriefing sur les activités et finalisation du rapport	KIRUMBA	Equipe de la mission
Lundi 18 mai	Retour sur Beni Elaboration des rapports internes à chaque organisation	BENI	Retour de la mission

6- Mesure de prévention du covid-19

Les discussions ont été menées par les sous-groupes tout en respectant les mesures de distanciation

A. Situation sécuritaire du territoire de Lubero

Le territoire de Lubero, comme dans le reste des territoires constituant la province du Nord-Kivu, est en proie à l'insécurité et par conséquent aux graves violations des droits humains, depuis plus d'une décennie. Cette situation serait due à la présence active de groupes armés nationaux et étrangers qui se seraient établis en « coutumiers » dans diverses localités et groupements dudit territoire. Cela, c'est en dépit des efforts fournis par les autorités celui à qui revient le mandat de protéger les populations civiles. Plusieurs dispositions juridiques nationales et internationales sont fréquemment enfreintes par ces groupes armés et par certains membres des forces armées et les services de sécurité.

Ces groupes armés se battent entre-eux, soit pour assurer le contrôle et étendre leur hégémonie dans les groupements et localités ; soit faire l'exploitation illicite des ressources naturelles. Pour ravitailler en armes et munitions, ils attaquent les positions des éléments des Forces armées de la RDC (FARDC) et les

commissariats de la Police Nationale Congolaise (PNC). Malheureusement, ce sont les populations civiles qui en payent le lourd tribut : Viols des femmes et filles, travaux forcés, déguerpissement forcés, jeton de résidence et sécurité, coups et blessures, enlèvements, extorsions et pillages des biens, …

Cette situation contraint les populations civiles à des déplacements forcés quasi réguliers dans différentes localités et groupements, en quête des milieux jugés plus sécurisés. La majorité de ces personnes déplacées vivent en promiscuité dans les familles d'accueil avec des nombreux problèmes de protection et par ricochet des besoins, étant donné que les sites CCCM (Camp Coordination, Camp Management) sont absents dans ce territoire.

Le présent rapport brosse un aperçu et permet à l'audience d'avoir une idée plus ou moins globale et claire sur le déroulement de cette activité et sur la situation des nouvelles vagues des personnes déplacées internes (PDIs) en Zone de Santé de Kayna.

A 1-Contexte sécuritaire et de protection

KIRUMBA

La Commune rurale de Kirumba se situe en Zone de santé de Kayna, Territoire de Lubero, Province du Nord-Kivu. Cette municipalité est accessible physiquement par route (véhicules lourds et légers, motos et vélos) en saison sèche comme en saison de pluie. Les réseaux de téléphonie mobile y sont également opérationnels (Airtel, Vodacom, Orange). Située à environ 95 Km au Sud de Lubero-centre[2], Kirumba, une commune d'intenses activités commerciales n'attirent pas seulement les opérateurs économiques, elle devient de plus en plus un grand centre d'accueil des déplacés internes, constitués en majeure partie de ceux fuyant l'insécurité dans la partie Ouest du territoire de Lubero y compris l'Est de la commune.
La situation sécuritaire est relativement calme pendant la période sous examen (mois de Mai 2020) en commune rurale de Kirumba. Toutefois, l'on signale des cas de banditisme traduits en termes des vols et pillages nocturnes des biens des populations perpétrées par des hommes armés non identifiés dans certains quartiers de ladite commune. Les quartiers les plus touchés sont ceux de BIRERE, KASUNGANO, KINAHWA et KIKIMBA, situés dans la partie Nord-Est de Kirumba.

Le cas le plus récent date du 04 Mai 2020, où trois bandits armés ont fait incursion dans une maison d'une femme résidente (étudiante de son état) et emporté une somme de 75$. La victime a été contrainte de ne donner aucune communication à la radio, ni à qui que ce soit, faute de quoi, ils vont revenir pour la tuer.

Les cas de justice populaire, meurtres et mutilation sont également une monnaie courante en commune rurale de Kirumba. A cela s'ajoutent, les viols et violences sexuelles commises à l'égard des filles mineures (enfants âgés de moins de 18 ans) par les présumés éléments groupes armés actifs dans les zones environnantes de Kirumba mais également par les hommes armés non autrement identifiés que d'aucuns soupçonneraient être des éléments présumés Maï-Maï.

En dépit de tout ce qui a été dit précédemment, l'on y signale la présence des forces de défense et de sécurité (FARDC, PNC, ANR et autres autorités civiles/locales) qui assurent la protection des populations civiles et leurs biens dans le cadre de leur mandat régalien.

Notons aussi que dans les environs de la Commune rurale de Kirumba, la situation sécuritaire n'est pas rassurante car les membres des groupes armés (GA) y circulent librement sans aucune inquiétude.

KAYNA

La commune de KAYNA se situe dans la province du Nord Kivu, en territoire de LUBERO, chefferie de BATANGI, groupement ITALA dans la zone de santé de KAYNA.

[2] Chef-Lieu du Territoire de Lubero

La population évalue la situation sécuritaire de la commune comme étant moyenne ; elle circule librement dans la commune. Cependant, dans les périphéries de la commune, les populations circulent moyennant un 1000 FCF a 300O F Congolais par personne exigé par les groupes armés.
La sécurité de la commune rurale de Kayna est assurée par les éléments de la PNC (Police Nationale Congolaise), ANR et FARDC (Forces Armées de la République Démocratique du Congo) du 3401ème régiment qui est encore en déploiement. Les périphéries sont toujours contrôlées par les groupes armés (Maï-Maï /Mazembe).

KASEGHE

Dans la localité de Kaseghe, la situation sécuritaire est jugée mauvaise. En effet, les populations civiles accusent les éléments FARDC nouvellement installés dans cette agglomération qu'ils seraient responsables d'insécurité dans le milieu. La population ne circule pas librement. Elle est en restriction des mouvements jusqu'à 18h00 heure locale. Au-delà de ces heures, les nouveaux éléments des FARDC se livrent à des tracasseries de la population civile.

Cette agglomération est située le long de la route nationale N°2 en territoire de LUBERO, Chefferie de BATANGI, Groupement MUSINDI dans la localité de KIHEMBE en zone de santé d'ALIMBONGO.

LUOFU et MIRIKI

Ce sont deux localités situées respectivement dans le groupement TAMA et ITALA, chefferie des Bamate et Batangi dans la zone de santé de Kayna, à environs 150 km et 189 km sud – ouest du Chef-lieu du territoire de Lubero, Province du Nord Kivu.

En dépit de la présence des éléments FARDC, PNC et ANR, présents à LUOFU, la situation sécuritaire reste inquiétante suite à la présence de coalition des groupes armés Mai-mai UPDI / Mazembe, et NDC - Rénové et FPP/ AP dans les environs. Ces derniers sont des présumés auteurs de plusieurs exactions dans la population, érigeant des barrières illégales à la sortie de LUOFU, occasionnant l'insécurité, des enlèvements suivis des assassinats. Du côté des éléments FADRC déployés dans la localité, ceux-ci ne sont pas restés indifférents en érigeant une barrière à l'entrée où ils bénéficient des rançons en tracassant la paisible population. La libre circulation des personnes et leurs biens est limitée en raison de leur peur des taxes illégales exigées pour accéder à leurs champs. A cela s'ajoute, les cas des viols et violences sexuelles qui se commettent chez les femmes et filles voulant se rendre au champ pour le ravitaillement et la survie de la famille. En dépit de la situation ci-haut présentée, l'on y signale la présence des FARDC, PNC, ANR et autres autorités civiles/locales) qui assurent la protection des civiles et leurs biens.

Quant à **Miriki,** la situation de protection et sécuritaire est volatile. Une incertitude est observée ou signalée dans cette agglomération suite à la présence des forces de défense et sécurité ainsi que les groupes armés (Maï-Maï UPDI/ Mazembe et NDC/R). D'aucuns se posent la question de savoir laquelle de ces trois forces contrôle l'agglomération et, de ce fait assure la protection de la population civile et ses biens. Suite aux probables tensions qui règnent dans la zone, les populations résidentes et PDI qui y ont été récemment accueillies vivent dans une psychose généralisée et craignent des éventuelles attaques ou des affrontements entre ces trois forces. Si cela arrivait, l'on risquerait d'assister à de nouveaux déplacements massifs des populations vers les zones jugées sécurisées. Bref, les populations résidentes, retournées et déplacées vivant à Miriki encourent un grand risque de protection.

BULOTWA

La situation sécuritaire et de protection de la localité de Buyirima et Bunyangingi/ BULOTWA) est relativement ou moyennement calme. Néanmoins, dans ses zones périphériques, notamment dans la partie Est et Ouest, l'on y signale la présence des groupes armés.

Ces derniers demeurent des auteurs présumés de plusieurs violations contre les populations civiles (viols des femmes filles...). Signalons également que les nouvelles unités des FARDC récemment déployés dans cette zone commettent des tracasseries contre les civils dans les heures vespérales à MAPERA (dans le raccourci reliant Bulotwa et Kayna). Citons les extorsions des biens. Le cas récent est celui d'un commerçant

qui a été ravi ses trente-deux poissons en cours de chemin, au moment il quittait Kamandi vers Kanyabayonga, au seul motif que c'est de la fraude (Alvin).

KANYABAYONGA

Malgré la présence de la PNC, les FARDC, l'ANR, les autorités communales ainsi que la MONUSCO, la situation sécuritaire de protection est jugée (moyennement) calme. Les personnes enquêtées disent que la circulation de la population est restreinte jusqu'à 21heures. L'on y signale également des poches d'insécurité aux villages environnant la commune rurale de KANYABAYONGA comme KATEKU et MISINGA dans le territoire de WALIKALE à l'Ouest et à l'Est dans les villages NDWALI, MARESTORA, KYANIKA au bord du lac Edouard.

A2-Mouvement des populations

KIRUMBA

La commune de Kirumba est une zone d'accueil ou de déplacement des populations par excellence. Cela veut dire qu'il n'a jamais eu des retournés depuis plus de trois ans. De ce fait, Kirumba héberge des nombreux ménages de personnes déplacées internes (PDI). Ces derniers y vivent dans des familles d'accueil. Entouré de l'Est à l'Ouest par des groupes armés, les conflits fonciers entre l'ICCN et les populations riveraines (pouvoir coutumier) du Parc National des Virunga (PNVI) sur la côte Ouest du lac Edouard. Les principales causes des déplacements des populations sont les suivantes :

- Les affrontements entre les FARDC et les groupes armés.
- Les affrontements des groupes armés entre eux.
- Les déguerpissements des agriculteurs (de leurs champs) par la coalition des Eco gardes et la force marine (FARDC),
- Les massacres des civils par les présumés rebelles de l'Allied Democratic force (ADF) en ville et territoire de BENI.

Les zones de provenance (plus touchées/affectées) par la récente vague (du 13 et 14 avril 2020) sont : Kateku, Busimba, Katirisa, Mirungi, Kironge, (en territoire de Walikale), Kyambuli, Kimaka (en territoire de Lubero) et enfin à Beni ville et territoire.

Ci-dessous les statiques (chiffres) des personnes déplacées internes (PD) en Commune de Kirumba. Ces PDI y sont arrivées via différentes vagues ci-dessous.

1ere Vague du 13 et 14 avril 2020 (La récente vague)

- **679 Ménages constitués de 3222 individus**, dont 83 hommes, 596 femmes, 1208 garçons, 1335 filles.

2e Vague du 7 au 8 février 2020

177 ménages de 897 individus, dont 22 hommes, 155 femmes, 325 garçons et 395 filles.

3e Vague du 02 au 03 Novembre 2019

277 ménages de 1675 individus, dont 32 hommes, 245 femmes, 704 garçons et 694 filles.

4e Vague du 02 au 03 septembre 2019

1273 ménages, de 6353 personnes dont 139 hommes, 1134 femmes, 1753 garçons et 3327 filles.

Au total 2406 ménages venus de Kimaka, Kyambuli, Kandole, Ndwali, Pitakongo, Mwekwe (territoire de Lubero), Kitanda, Munighi, Kateku, Katirisa et Mirungi (dans le groupement IKOBO, territoire de Walikale), Muhimole, Kayanza , Kironge dans le groupement Kanyabayonga (territoire de Rutshuru).

Parmi eux, l'on signale des personnes vulnérables et à besoins spécifiques (PBS). Il s'agit des femmes allaitantes, femmes enceintes, veuves, vieillards, enfants chef de ménages, enfants non accompagnés (ENA) des personnes vivant avec Handicap.

Ces PDI ont affirmé n'avoir reçu aucune assistance de la part de l'Etat congolais, à part quelques assistances quasi sporadiques apportées par certains acteurs humanitaires, et qui ne prennent pas en compte tous les déplacés présents dans la Commune de Kirumba.

Aucun mouvement de retour n'est signalé au sein des différentes vagues de déplacement étant donné que les zones de déplacement restent toujours insécurisées par les groupes armés.

Certes, des mouvements pendulaires des PDI se rendant dans leurs champs (dans les zones de provenance – pour chercher la nourriture) sont rapportés, mais avec tous les risques d'être victime des abus et violations de la part des GA.

KAYNA

Au cours de ces 7 derniers jours, les PDI font des mouvements pendulaires vers les lieux d'origine à la recherche des vivres et autres.

Les participants des focus groups ont confirmé la présence des personnes déplacées internes dans la commune et ces dernières vivent en famille d'accueil.

Selon le comité des déplacés, la commune rurale de Kayna accueille **673 ménages déplacés repartis en 2 vagues : celle de Janvier et de Mars 2020.** La vague de Janvier 2020 avait les PDI en provenance des villages de BWITO, BUNYATENGE, BUKONDE, MBUGHAVINYWA, NDWALI suite aux affrontements entre les groupes armés contre les FARDC, les groupes armés entre eux-mêmes mais également les déguerpissements de la population dans le Parc des Virunga par les gardes Parc (ICCN) suite à l'exploitation illicite du parc et la délocalisation des limites du Parc National des Virunga dans les champs des autochtones.
La seconde vague est celle du mois d'avril, enregistrée entre le 02 et le 04 avril 2020 ; avec comme statistiques de 933 ménages en provenance des villages KATEKU, KANUNE, BUSIMBA, KYASENDA, BULEUSA et RUSAMABO suite aux affrontements dans le territoire de Walikale et Lubero opposant la plateforme NDC-Rénové (Nduma Defense Of Congo) et UPDI (Union des Patriotes pour la Défense des Innocents) contre le groupe armé FPP/AP (Front Patriotique pour la Paix/ Armée du Peuple) dans le secteur Wanianga, Zone de Santé de Pinga, groupement Ikobo, localité Mirungi, où on a signalé les déplacements forcés de populations vers le territoire de Lubero .

Pour ce qui est de la situation sécuritaire dans la zone d'origine des PDI, tous les membres des focus groups ont témoigné que la situation tend à s'exacerber car tout le monde craint la reprise des affrontements dans la zone. Les deux groupes armés se regardent en chien de faïence et la réplique du groupe armé FPP/AP.
La restauration de l'autorité de l'Etat et le déploiement des effectifs de la PNC et les FARDC sont des mesures qui pourraient répondre aux inquiétudes de la population. Signalons aussi le processus de la démobilisation qui avait autrefois commencé sur l'axe Luofu-Miriki-Buleusa en **2018.**

Tous les focus groupes ont assuré ne pas avoir reçu les ménages retournés dans la commune. Signalons tout de même que personne n'a été forcée de fuir Kayna à cause des conflits.

KASEGHE

Il a aussi été signalé l'arrivée des PDI en deux vagues des déplacés à KASEGHE :

1ère Vague : 826 ménages déplacés venus en date du 25/1/2020 en provenance de Kandole, Byanze, Beni et Kalonge qui ont fui les affrontements entre les éco-gardes et les Maï-Maï APLC, d'une part et le

déguerpissement de la population par les Eco gardes, d'autre part. Certains des déplacés sont venus de Beni craignant le massacre perpétré par les ADF

2éme vague : 251 ménages déplacés venus du Kateku, Busimba, Kimaka, Misinga, Kyambuli et Kanune en date du 2 au 4/4/2020 ont fui les affrontements de la coalition UPDI / Mazembe – NDC/R contre mai-mai les FPP/AP.

En outre, la situation sécuritaire dans la zone d'origine des PDI reste inquiétante en raison de la présence des groupes armés toujours actifs dans ces milieux. Il n'y a pas eu de retournés au village Kaseghe. Selon nos enquêtés plusieurs personnes dans le milieu ont été forcées de fuir suite aux conflits fonciers parmi lesquels le conflit qui opposent deux familles autour de la gestion foncière de la colline MBASANGUMA.

KANYABAYONGA

Il est signalé la présence des nouveaux ménages des déplacés dans la commune de KANYABAYONGA qui ont été accueillis en deux vagues :

- **La première vague (ANCIEN)** est constituée des déplacés venus avant le mois d'avril, cette vague **compte 2652 ménages déplacés dont**
  - 1927 venus au mois de Novembre 2019 fuyant le conflit et affrontement entre groupes armés et la traque des mai-mai par les FARDC 3416^{e} régiment ;
  - 197 ménages venus de BENI en date du 17décembre 2019 fuyant les massacres des ADF /NALU et d'autres déplacés seraient venus de NDWALI dont la principale raison de leur fuite est le problème de limite du Parc National des VIRUNGA.

- **La deuxième vague est arrivée depuis le début du mois d'avril 2020 jusqu'à** nos jours (à partir du 02 Avril 2020). Elle est constituée de **528 ménages** venus de KATEKU, KANUNE, BUSIMBA, NDWALI, KYASENDA, BULEUSA, RUSAMAMBU, BUNANDE, KATIRISA, BOLONGA, BURUNGI ; MISINGA, KIMAKA et KYAMBULI.
- **La troisième vague composée de 621 ménages** a été **enregistré en date du 1/5/2020,** venant encore des villages KATEKU et MISINGA jusqu'à nos jours dont la plupart ont fui les affrontements entre la coalition UPDI-MAZEMBE-NDC/R et le groupe armé FPP/AP.
  Ces ménages ont été victimes des pillages de leurs biens ; des maisons détruites et perte des pièces d'identité pour certaines personnes.

NB : Jusqu'à maintenant, la situation sécuritaire dans la zone d'origine des personnes déplacées internes reste inquiétante suite à la présence des groupes armés toujours actifs, et qui encore en date du 15 Mai 2020 se sont affrontés dans le village de KATEKU.

- La population propose comme mesure de réponse à l'insécurité, la mise hors d'état de nuire de tous les groupes armés qui sèment l'insécurité dans les milieux d'origines. Le déploiement des éléments FARDC et PNC s'avère urgent en vue de rétablir l'autorité de l'Etat dans les zones contrôlées par les groupes armés.
- A KANYABAYONGA, il n'y a pas des retournés car le dernier affrontement dans ce milieu date de 2008 (affrontement du CNDP contre FARDC)
- On recense certains cas de fuite –déplacement spontané de la population suite aux conflits communautaires dans la commune rurale de KANYABAYONGA.

LUOFU/MIRIKI

Le village de **MIRIKI** est une zone d'accueil, mais aussi on y trouve des ménages retournés depuis le mois d'Août 2013. De ce fait, le village de Miriki héberge de nombreux ménages de personnes déplacées internes (PDIs). Il s'agit d'environ **1000 ménages constitués de 4 987 individus (406 hommes, 898 femmes, 1631 garçons et 2052 filles)** qui vivent en promiscuité dans les familles d'accueils avec des nombreux problèmes

de protection et des besoins. Signalons que jusqu'à ce jour, Miriki continue à accueillir des nouveaux ménages PDIs.
Les affrontements qui ont opposés le groupe armé Maï-Maï FPP/AP contre la coalition des NDC/R et UPDI/Mazembe (ce 15/05/2020) sont la cause principale des récents mouvements des populations, Kateku, Mirungi et Bunande.
Sources : Société civile de Miriki et PDIs. **(Pour plus d'infos, contactez le 081 57 39 18).**

Quant au village **LUOFU**, où la situation est jugée sécurisée, il y a **au total 316 ménages** déplacés venus de Kateku, Katirisa, en territoire de Walikale, chefferie de Wanyanga, groupement Ikobo en territoire de walikale et d'autres venus de Kimaka, Kyambuli en groupement Itala, chefferie de Batangi, territoire de Lubero. A cela on signale les ménages venus de Halungupa, chefferie de Ruwenzori en territoire de Beni.

La présence des déplacés est signalée depuis les débuts des affrontements (Mars i2020) entre les éléments FPP de Kabido contre UPDI Mazembe coalisé au NDC Rénové. Les déplacés dans la zone n'ont jusque-là pas bénéficié d'aucune assistance depuis leur arrivée dans la zone. Ces derniers vivent dans des familles d'accueil qui les hébergent. Cette situation des affrontements dans les villages d'origine continue à demeurer déplorable étant que les mouvements de déplacement de la population des zones à conflits fait que Luofu accueille les déplacés à la date de notre descente. Le retour dans la zone est incertain selon les éléments accueillis auprès de la cible enquêtée.

BULOTWA

Depuis le début de la crise qui prévaut actuellement dans les villages KATEKU, BUSIMBA, BUNDANDE situe au Nord-Est du territoire voisin de Walikale, le village Bulotwa accueille des personnes déplacées internes (PDIs) qui y sont arrivé à travers différentes vagues. Ces PDIs y vivent en famille d'accueil avec des nombreux problèmes et besoins de protection. Signalons qu'il n'y a pas de PDIs retournés depuis quelques années dans cette zone.

Statistiques :

1ere Vague – du 06 Février au 12 Mars 2019 est composée des nouveaux PDIs :

- **1770 ménages d'environs 6870 individus**.
- Leur zone de provenance : Kikuku, Nyanzale,Kyaghala, Marestora et Ndwali en chefferie de BWITO, territoire de RUTSHURU, d'autres sont venus du village MUKEBERWA en territoire de LUBERO dans le groupement TAMA chefferie de BAMATE .
  - Causes :
  - Affrontements entre les mai-mai UPDI/Mazembe et les éléments Nyatura
  - Affrontement entre les forces navale/Eco garde contre les éléments Maï-Maï APLC a Ndwali et le déguerpissement forcé des agriculteurs dans le PNVI.

2e Vague –du 05 au 08/05/2020

- **123 ménagés, constitués d'environ 737 personnes,** dont 295 masculins, 442 féminins. Leurs zones de provenance sont KATEKU, BUSIMBA, BUNDANDE, NDWALI, MARESTORA, BULEUSA, en groupement IKOBO en territoire de WALIKALE, chefferie de WANYANGA et KIMAKA en groupement ITALA chefferie des BAMATE en territoire de LUBERO : cela donne un effectif total de 1 893 ménages
- Les causes de leur déplacement sont les affrontements armés qui ont opposé les Maï-Maï FPP/AP contre la coalition des NDC/R et UPDI/Mazembe et les tracasseries à outrance des GA.

NB : Tous ces ménages n'ont jamais été assistés.

Sources : Commission Mouvement des populations (CMP) de KIRUMBA, KAYNA, KASEGHE, LUOFU et KANYABAYONGA

B. PROTECTION

B1- Incidents de protection

KIRUMBA

Les principaux incidents de protection énumérés par le groupe cible sont notamment :

- **Les taxes illégales** (traduit en termes des frais de jeton) exigées aux personnes se rendant au champ aux alentours de la commune de Kirumba par les groupes armés.
- **Les travaux forcés** suivis des coups et blessures et des amendes exorbitantes,
- Les enlèvements,
- Les extorsions et pillages des biens,
- Les viols des filles et femmes,
- Le sexe pour la survie,
- La stigmatisation
- Les représailles vis-à-vis des PDI,
- La séparation momentanée des familles,
- Le traitement inhumain et dégradant,
- L'exploitation sexuelle,
- La multiplication des maisons de tolérance,
- Les arrestations arbitraires
- Les détentions illégales,
- Violation,
- Violence physique,
- Violence conjugale,
- Déguerpissement

KAYNA

Pas d'incidents enregistrés aux PDI à Kayna dans la zone d'accueil. Il a été enregistré, dans les zones d'origine, quelques incidents qui se présentent comme suit :

- **Viol : 1 cas,**
- Attaque contre les lieux publics : le centre de santé de **Kateku : 1 cas,**
- Incendies des maisons à Kateku et destruction de propriétés : La majorité des abris, leurs portes ont été forcées,
- Taxes illégales : Paiement des jetons pour tout le monde pour la circulation libre dans les villages,
- Occupation des terres agricoles.

KASEGHE

Plusieurs cas des violations de droits humains ont été enregistrés dans la localité de Kihembe en général et en particulier au village Kaseghe dont plusieurs arrestations arbitraires, quelques cas des travaux forcés et extorsions par les forces loyalistes à la passible population. Cependant, du côté des groupes armés, on signale plusieurs violences sexuelles ainsi que des enlèvements comme le cas d'une fille jeune âgée de 22ans enlevée en date du 12/5/2020 dans le champ de Virira/KANYATSI par les éléments NDC Rénové et qui jusqu'à présent n'est pas de retour. En plus, ces groupes armés font la loi et commettent des exactions : le recrutement d'enfants, taxes illégales (frais de jeton de résidence de 1000Fc par mois) , des barrières illégales , les travaux forcés , tortures ,vols , braquages et enlèvement .

LUOFU / MIRIKI

Pendant les mouvements de la population de leurs lieux d'origine vers la localité d'accueil, les incidents de protection en l'occurrence les violences sexuelles et basées sur le genre, destruction méchante des champs, enlèvement, agression sexuelle, séparation familiale, torture et traitement inhumain, arrestations arbitraires, mariages forcés ont été dénoncés.

La prise en charge médicale, psychosociale, socio – économique des victimes est assurée pour certaines victimes qui ont accepté d'être accompagnées par les structures de prise en charge.

BULOTWA

Quelques incidents de protection ont été mentionnés par les cibles enquêtées (hommes, femmes, filles et garçons) sans toutefois donner des précisions par rapport au nombre des cas. Il s'agit de :

- ***Sexe pour la survie*** : la plupart des participants cité ci haut ont reconnu recourir parfois à la prostitution comme moyen de survie. Elles se retrouvent parfois déçues lorsque le partenaire sexuel n'arrive pas à respecter les conventions en termes d'argents.
- ***Conflits fonciers*** : quelques déplacés ont sollicité de lopins de terre pour cultiver. Mais il s'est observé le fait qu'un même espace soit accordé à deux déplacés par le même propriétaire terrien.
- ***Arrestations arbitraires*** : une fille déplacée a été arrêtée vers 19 heures par les patrouilleurs. Sa libération a été conditionnée par un payement de 15000 FC.
- ***Mariage forcé*** : des filles mineures sont engrossées et obligées par leurs parents de cohabiter avec leurs maris, souvent mineurs.
- ***Recrutement des enfants dans les groupes armés*** : plusieurs jeunes garçons du milieu font parti des groupes armées opérationnelles à l'Est dans le parc national de Virunga et d'autres dans la partie Sud-Ouest de Lubero et le Nord-Est de WALIKALE ;
- ***Exploitation sexuelle*** : certaines femmes adultes, vendeuses des boissons alcooliques, recrutent les jeunes filles comme « matungulu ya ku pombe » (épices pour assaisonner les boissons alcooliques) ;
- ***Conflits autour des ressources naturelles*** : il se pose un problème d'insuffisance d'eau potable dans le village, surtout pendant les périodes de sécheresse ;
- ***Viol*** : au total 17 cas de viol ont été enregistrés depuis janvier 2020 jusqu'au 16 mai 2020 dont 14 majeurs et 3 mineurs survivants. Les présumés auteurs seraient les miliciens MAI MAI , quelques civils et hommes en arme non identifier. Le cas le plus récent est celui d'une femme déplacée de 32 ans violée au lieu communément appelé MAPERA en date du 6 mai 2020 vers 17H10.
- ***Séparation familiale*** : certaines familles se trouvent en dislocation depuis leur déplacement. Il a été signalé un ménage dont le père se trouve à Vuhoyo, la mère à Kayna et les enfants dans d'autres famille d'accueil à BULOTWA et les informations ont été partagées avec CICR pour une éventuelle réunification.
- ***Traitement inhumain et stigmatisation*** : les autochtones méprisent parfois les déplacés après prestation de service contre rémunération. Aussi un ménage déplacé a été faussement accusé de sorcellerie par les autochtones dans ce village de Bulotwa.
- ***Vol et braquage*** : certains membres de focus interroger ont témoigné recourir parfois au vol des vivres dans des champs des autochtones pour trouver de quoi manger. Parfois de cas de vol sont aussi signalé à Mapera où des biens sont ravis par les hommes en arme. Le cas illustratif est celui du 5 mai où un téléphone, 30 poissons salés et 25 000 FC ont été emportés.
- ***Multiplication des maisons dites de tolérance*** : plus 3 maisons de tolérance sont répertoriées dans le seul petit village de Bulotwa. Ces lieux sont souvent fréquentés par les filles mineures et les mamans !
- Incendie des maisons

KANYABAYONGA

En rapport avec la protection les participants n'ont pas enregistré des cas d'incidents de protection dans la zone d'accueil mais plutôt les cas illustrés ont été identifiés dans leurs zones de provenance. C'est le cas de :

- Pillage des vivres et non vivres,
- Violence sexuelle sans assistance ou prise en charge médicale : 8 cas signalés pendant le déplacement et selon la même source d'autres n'avaient pas dénoncés parce qu'ils avaient honte ;
- Agression physique ;
- Arrestation arbitraire,
- Enlèvement et kidnapping : Cas d'une personne emportée par les NDC/R libérée moyennant une rançon de 300$. Beaucoup des jeunes filles sont enlevées pour devenir des femmes des miliciens mai-mai,
- Menaces des tueries,
- Beaucoup des barrières illégales sont érigées dans plusieurs localités comme les barrières des KILAMBO, BUSHIKWA ; BULINDI et autres endroits,
- Travaux forcés et de perte de pièce d'identité.
- Extorsions/ Taxes illégales de 1000fc ou soit 3000fc par mois comme jeton de résidences, et si vous manquez ces jetons on vous fait danser une chanson appelé « DUNIA HAINA HURUMA pendant 15minu

B2- Violences sexuelles et basées sur le genre(SGBV)/PBS

KIRUMBA

La situation SGBV reste préoccupante dans la zone de provenance des PDI. Ces derniers y sont exposés à des nombreux risques et menaces de protection suite à la présence des groupes armés. Les mouvements de populations ont occasionné les violences sexuelles basées sur le genre. Il s'agit des Viol, exploitation sexuelle des enfants, abus sexuels, les violences conjugales, les violences économiques, les violences physiques, discrimination des femmes, …

Les familles des enfants filles de moins de 18 ans dans les zones sous contrôle des groupes armés sont victimes des mariages précoces avec toutes conséquences y afférentes (IST, grossesses non désirées,…) en violations de la loi matière des violence sexuelles et basée sur le genre.

Depuis le début de la crise, les femmes ont été violées par les présumes éléments mai-mai NDC/R, UPDI/Mazembe et FPP/AP dans la zone de Kateku et ses environs. Toutefois, des nombreuses survivantes qui ne se sont pas prononcées sont signalées dans la zone craignant pour leur dignité, sécurité et les considérations sociales.

Selon les PDI interviewés en focus groups, les principales causes des violences sexuelles seraient les suivantes :

- La consommation excessive des drogues (chanvre) ;
- Consommation d'alcool,
- L'insuffisance, et même l'absence des femmes dans les zones sous leur contrôle sous prétexte que leurs femmes légitimes les ont abandonnés ou vivent dans des villes et agglomérations lointaines.
- Frustrations liées au manque d'espace,
- Désir de pouvoir et de contrôle dans les relations

Quant à la prise en charge (PEC) des survivant(e)s, des nombreuses structures sanitaires de la zone de santé de KAYNA sont appuyées en Kit PEP par les partenaires d'appui présents dans la zone.

Au-delà des violences sexuelles subies par les femmes, certaines d'entre elles, reconnaissent le mécanisme de référencement aux structures de prise en charge médicale, psychologique et d'autres ne parviennent pas à dénoncer pour des raisons évoquées précédemment.

L'accompagnement juridique et judiciaire peut se faire à un niveau mais, il arrive de fois que le bourreau soit libéré en monnayant les services judiciaires compétents.
Vu l'incapacité financière de la victime n'arrivant pas à honorer les frais lui demandés/exigés pour la poursuite judiciaire.

Le manque d'information pour certains, le cout élevé des services, la faible qualité de service, ou encore le service trop éloigné des populations, etc. seraient des problèmes majeurs rencontrés par la communauté PDI et hôtes vis-à-vis des structures de prise en charge.

KAYNA

Les principales causes de VBG dans la zone sont :

- Consommation d'alcool,
- Consommation des drogues,
- Disputes liées à l'utilisation des ressources et
- Le chômage.

La perception des survivant(e)s de violence sexuelle par la communauté est :

- Les survivantes bénéficient d'un appui de la communauté (compassion, appui affectif),
- Certaines survivantes de violence sexuelle sont marginalisées dans la communauté,

La prise en charge gratuite de cas VBG est assurée par des structures existantes. Aucune assistance en termes de réinsertion socio-économiques de VBG n'a été organisée à Kayna.

La majeure partie de la communauté est sensibilisée sur le référencement de cas VBG aux structures de santé.

Pour les cas VBG enregistrés en dehors de la commune de Kayna, le service est trop éloigné (par ex. Pour un cas enregistré il faut le référencement au CS de Luofu .

KASEGHE

Lors des entretiens, certaines principales causes des incidents VBG ont été signalés et identifiées notamment : consommation d'alcool, consommation des drogues, le chômage, et dispute liée à l'utilisation des ressources surtout dans les ménages. Il nous a été signalé que la communauté marginalise les survivantes de violences sexuelles. Concernant la prise en charge des survivantes, seule la prise en charge médicale est assurée en faveur des personnes survivantes de viol dans le centre de santé. Et donc ils ne bénéficient ni de l'appui psycho social, juridique et judiciaire, encore moins de la réinsertion socio-économique.

LUOFU ET MIRIKI

Plusieurs jeunes filles sont victimes des violences sexuelles dans la zone et cela est facilité par la multiplication des maisons de tolérance. Au total, 4 maisons de tolérance sont opérationnelles dans la seule agglomération de Luofu. Ces jeunes filles victimes de violences sexuelles sont dénommées « Lapines » au

sein de la communauté. Elles sont aussi exploitées sexuellement et économiquement par des adultes, dans le transport du sable, travail au champ, recherche du bois, etc. ces enfants sont en danger aux lieux des chemins menant aux champs et les points d'eau. Les types de risques sont les viols, le mariage forcé, le recrutement d'enfants soldats, le meurtre, les enlèvements, et dont les tranches d'âge les plus touchés sont celles allant de 5 à 11 ans et de 12 à 17 ans pour les filles et les garçons.

Du coté de Miriki et ses environs, la situation des violences sexuelles basées sur le genre (SGBV) reste inquiétante. Des nombreuses filles mineures PDI, retournées et résidentes y pratiquent le sexe comme moyen de survie. Elles sont communément appelées « lapines ou lapereaux). Il s'agit des jeunes filles âgées de 8 à 15ans qui s'adonnent au sexe pour subvenir à leurs besoins primaires (nourriture, habillement, ...). Par conséquent, elles courent les risques d'attraper plusieurs maladies sexuellement transmissibles : les IST, VIH/ SIDA**.** Selon les informateurs interrogés, plusieurs femmes et filles sont violées par des présumés éléments Mai-mai, mais ne se prononcent presque pas, craignant d'être marginalisées, la honte et le rejet social (refus par leurs maris, suppression des mariages). Ne recevant pas de kit PEP en dépit de la présence des structures de prise en charge**.** Les principales causes seraient la consommation excessive de la boisson fortement alcoolisée et la drogue.

BULOTWA

La situation des violences sexuelles et basée sur le genre (SGBV) est préoccupante dans le village BULOTWA et ses environs. Un bon nombre des femmes et filles sont violées au moment où ils effectuent les travaux dans leurs champs (car le plus souvent, des civils font de campement en brousse pour les travaux champêtres). Peu, sont celles qui se prononcent en vue de bénéficier une assistance médicale. Une fille PDIs de 13ans avait été violée puis tué par étranglement par son présumé auteurs dans les champs de KITHUNDU à l'Ouest de Bulotwa (en mars 2018).

Les causes des viols seraient la consommation d'alcool, la prise de drogue, le chômage, le désir de pouvoir et de contrôle dans les relations (désir de domination dans les relations) sont des causes de ces incidents dans ces deux localités.

La prise en charge médicale est assurée par l'aire de santé de Bulotwa qui dispose d'un lot de KIT PEP, la cible a ému les vœux de voir tous les bourreaux arrêtés et traduit en justice !

Certaines victimes qui se présentent à la structure sont assistées psychologiquement.

Pour faire face à cette situation, la communauté aimerait qu'une politique de tolérance zéro soit appliqué vis-à-vis des auteurs. La plupart de victime n'ont jamais reçu un accompagnement en termes de réinsertion socio-économique.

KANYABAYONGA

Lors de nos enquêtes, certaines principales causes des incidents VBG ont été signalés et identifiées notamment :

- Consommation d'alcool
- Consommation des drogues
- Le chômage
- Denis des ressources. Le contrôle masculin sur la prise de décision

Lors de l'entretien avec les déplacés en focus group, ceux-ci ont estimé que 6 femmes sur 10 sont violées surtout dans leurs champs sans distinction des âges et la plupart des personnes survivantes des violences sexuelles ne dénoncent pas le cas des viols dans leurs familles par peur de ne pas être négligées par les membres de la communauté et leurs maris.

Par rapport à la perception de la communauté vis-à-vis des survivantes des violences sexuelles, les personnes survivantes des violences sexuelles ne sont marginalisées et quant à la prise en charge les personnes survivantes des violences sexuelles sont conduites aux structures de la prise en charges où elles reçoivent de l'appui médical à travers le CSR CEPROMI et le CS VUVOGHO et de l'appui psychosocial à

travers les maisons d'écoutes FORUM DES FEMMES et PCFD mais les survivantes des violences sexuelles ne bénéficient pas de l'appui juridique et judiciaire moins encore de la réinsertion économique.

B3- Protection de l'enfant

KIRUMBA

Les structures communautaires (mécanisme) de protection de l'enfant comme le RECOPE, les espaces amis d'enfants (EAE), centre transitoire et d'orientation (CTO), centre de transit (CT) existent dans la communauté mais à un nombre insuffisant, par rapport à la grandeur de la zone et la population. Les activités de protection de l'enfant sont organisées par les membres de RECOPE et les activités psychosociales (créatives, récréatives, sportives) par les animateurs des EAE. Toutefois, un certain nombre des PDIs (le focus groups des hommes) ont déclaré n'avoir pas d'information sur le mécanisme de coordination et de protection de l'enfance dans la Commune de Kirumba.

Pendant cette période où les mesures sanitaires de prévention contre le COVID-19 ont été édictées (mises en place) par les autorités sanitaires du Pays, les activités au sein des communautés en faveur des enfants sont suspendues ayant conséquences : soumission des enfants à des travaux lourds, exploitation économique, exploitation sexuelle, noyade, soumission aux abus physiques.

Lors des mouvements de déplacement forcé, certains enfants ne se sont pas retrouvés avec leurs familles, avec comme effet ou conséquence des cas des enfants non accompagnés, des enfants séparés, les orphelins, des enfants abandonnés par les parents, Faible prise en charge des enfants par les parents, soient signalés dans la zone. Bien que ces cas soient signalés de part et d'autre, le défis de la capacité économique et d'accueil de famille reste à relever pour sauver des cas d'enfants non accompagnés et séparés de leurs familles.
Les tranches d'âges les plus touchées sont celles des Filles de 5 à 11 ans, de 12 à 17 ans, Garçons de 5 à 11 ans et de 12 à 17 ans.

KAYNA

Il existe de mécanisme de coordination des activités de protection de l'enfance à Kayna.
DRC appui des réseaux communautaires de protection de l'enfant (RECOPE) ; APETAMACO dispose d'un centre de formation des métiers pour le compte des enfants vulnérables (avec une capacité de 100 enfants).
La Présence des enfants non-accompagnés et séparés est signalée dans la localité à savoir **:** 17 enfants dont 9 filles et 8 garçons dont 5 provenant des groupes armés. Les causes de séparation sont :

- Séparation avec les parents pendant la fuite et la mort des parents. Tous ces enfants vivent en famille d'accueil.

Quelques cas d'enfants exploités économiquement ont été signalés (la vente des arachides et de pâtisseries).

Il a été révélé par tous les focus groupe que les lieux dangereux pour les enfants sont : Les chemins menant aux champs, la fréquentation des hôtels et les positions militaires. Ces derniers en courent les risques de Viol ou autres actes graves de violence sexuelle mais aussi les travaux forcés.

Les tranches d'âge les plus touchées par les incidents chez les enfants sont celle de : 5 à 11 ans et 12 à 17 ans filles et garçons.

KASEGHE

Il existe dans la zone un mécanisme de coordination des activités de protection de l'enfant, notamment : RECOPE et Espace amis d'enfants appuyés par DRC. Ces structures mènent les activités de Sensibilisation de la communauté sur la lutte contre la maltraitance à l'égard des enfants, identification des cas des incidents de protection de l'enfant, productions des alertes, et organisations des activités psychosociales

En ce qui concerne la perception de la communauté vis-à-vis des assistants sociaux de ces structures de protection de l'enfant, la population croit en certains temps, que ces derniers bénéficient de l'argent en dénonçant le cas de violation des droits des enfants.

Il existe des enfants non accompagnés, les causes de cette situation de non-accompagnement sont entre autres :

- La séparation des parents suite aux conflits ;
- Mort des parents

Les enfants non accompagnés vivent dans des familles d'accueil et d'autres sont des chefs des ménages (ils se prennent en charge en termes de loyer et de nourriture) ;
Les enfants d'une manière générale sont exploités économiquement à KASEGHE au travers des activités ci-après : maison de tolérance, restaurants, buvettes, boutiques, moulins et champs, etc. Il s'observe dans le vécu quotidien le changement positif de comportement chez les jeunes du milieu et c'est suite aux séances de sensibilisation sur la paix menée par des humanitaires dans la zone.
Les tranches d'âge à risque dans le milieu sont les suivantes : Les enfants de 5 à 11 ans et 12 – 17ans filles et garçons.

LUOFU/ MIRIKI

Dans la localité de LUOFU, un mécanisme de coordination des activités de protection de l'enfant existe, en l'occurrence d'Espaces Amis d'Enfants, RECOPE mis en place par Danish Refugee Council (DRC) en partenariat avec la Division des affaires sociales d'une part et autres structures mises en place par **SIJFMCO** appuyée par la **Caritas/Goma** d'autre part. Ces structures purement de protection de l'enfant, organisent des activités psychosociales pour l'encadrement des enfants et jeunes. Quant à ce qui est de RECOPE, les sensibilisations sur les droits et devoirs des enfants, le référencement des incidents de protection sont réalisés de leur côté. Ce mécanisme mérite un renforcement et redynamisation partant de la population cible dans la localité de Luofu. La communauté a une bonne perception des activités au regard de ces structures, malgré l'insuffisance. Cependant, suite à l'apparition de la pandémie du Coronavirus 19, les activités sont au ralenti.

Pendant la fuite, 14 enfants ENA et ES vivent dans les ménages déplacés et les familles d'accueil dont les causes principales sont la séparation des parents pendant la fuite, les enfants sortis des groupes armés et l'abandon des enfants par les parents dont le cas d'un bébé de 3 mois jeté par sa mère après naissance. Certains enfants déplacés ENA et ES sont en risque de protection favorable à la mal nutrition aigue légère et sévère.

Dans la zone de Miriki et ses environs, il est signalé/ observé une détérioration de l'environnement protecteur pour les enfants. Plus d'une dizaine d'enfants garçons et filles dont les âges varieraient entre 8 – 15ans sont enrôlés et utilisés dans les groupes armés. Les uns sont utilisés pour les extorsions au niveau des barrières ; les autres pour le recouvrement des frais de jeton exigés mensuellement, les autres encore comme soldats de rang et pour cuisiner.

En ces jours, aucun mécanisme de coordination ou structure de protection et prise en charge des enfants associés et sortis des GA, n'est opérationnel dans la zone. Concernant les enfants non accompagnés (ENA), le groupe a déclaré ne pas avoir d'information. Toutefois, plus d'une vingtaine d'enfants y sont économiquement exploités. Les âges varient entre 5 et 14ans. L'absence des structures de prise en charge des enfants dans la zone, la pauvreté des certains parents (manque d'encadrement), l'influence des amis, etc. demeurent la cause majeure de l'enrôlement volontaire ou forcé des enfants au sein des groupes armés. Les endroits les plus dangereux pour les enfants sont le chemin menant vers les champs. Ces enfants sont exposés aux viols, aux enlèvements, au recrutement au sein des groupes armés, en fréquentant les zones éloignées.

BULOTWA

Il existe un mécanisme de coordination des activités et de protection de l'enfance organisée par l'ONG SAFDF (Solidarité des Associations Féminines pour les droits de la femme et de l'enfant) et d'un espace ami des enfants(EAE) tenus par le RECOPE (Réseau communautaire pour la protection de l'enfance en collaboration avec l'autorité locale.

Les activités menées dans cet espace ami d'enfants sont les Activités créatives et récréatives (Jeux, objets d'art).

Les activités y étaient organisées avant la pandémie de la COVID-19. La communauté apprécie cette initiative. Toutefois, les participants ont avoué utiliser les enfants dans certains travaux : transport du sable, recherche de bois de chauffage, transport des colis des maniocs ainsi que de farine de manioc, etc. souvent comme sa participation aux revenus du ménage.

Par ailleurs, l'environnement protecteur des enfants semble être menacé par les membres des GA. Les éléments FARDC également. Il l'y a été signalé la présence de trois enfants associés et sortis des GA(EASGA) dont une fille. Les âges varient entre 12 et 17ans. Ces enfants courent un risque permanent de protection (Poursuite des enfants par les FARDC) car n'ont pas suivi la procédure normale/ traditionnel de DDR/enfant. Le cas d'un enfant sorti des groupes Armes avait été arrêté par les FARDC et exiger à sa famille de payer une chèvre, car elle continuait d'être appelé mai-mai. D'autres jeunes garçons sortent des groupes armés suite aux souffrances qu'ils rencontrent au sein des GA. Notons aussi que plus de 20 enfants sont exploites économiquement, dans les divers travaux, dont le transport de sable,
Les lieux les plus dangereux pour les enfants sont le chemin vers les champs et les points d'eau (nombreuses sources sont éloignées du villages 1 à 2km de distance), la présence des nombreux étangs piscicole abandonnés (risque de noyade).

KANYABAYONGA

Apres observation des déplacés dans la communauté d'accueil et de provenance, ces déplaces estiment que les différents groupes armés utilisent et recrutent souvent les enfants par force dans leurs mouvements. D'où 80% d'éléments sont des enfants. On peut y trouver des enfants se sont séparés avec leurs familles et des enfants seraient des enfants non accompagnés.

Ainsi, parmi ces enfants, environs 20% d'enfants soldats sont des jeunes filles, et donc, la protection de l'enfance n'est pas bien structurée et bien coordonnée, il faut noter que seules certaines ONG s'occupent à moitié de cette protection dans ce milieu à l'occurrence de l'ONG locale nommée JAPD /RDC dont la mission consiste à faire le retrait des enfants dans les groupes armés pour les orienté dans le CTO.

En plus, pendant l'entretien, nos enquêtés ont précisé que certains endroits comme LUHUNGA,
BUTSIRE et BULIMAJI sont des lieux plus dangereux pour le des enfants, car plusieurs cas des kidnappings y sont toujours enregistrés.

B4- Cohabitation pacifique

KIRUMBA

Les PDI estiment que la cohabitation au niveau de la zone d'accueil est bonne. Néanmoins, un souci grandiose s'observe dans leurs chefs par rapport à leur accès à la terre. Pour subvenir à leurs besoins les PDI sont utilisés comme des journaliers par les communautés résidentes. Le groupe semble n'avoir pas d'information sur le mécanisme de résolution des conflits.

En cas de conflit, reconnait que la CMP dont ils sont membres peuvent les aider à trancher les palabres y compris les autorités (chef d'avenue, chef de 10 maisons).

En plus, le groupe interroge, a signalé la rareté ou l'insuffisance des terres arables – chose qui leur ne permette pas d'accéder à la terre. Même de location- pour assurer leur survie.

Selon certains PDI, la perception de la communauté hôte face aux PDI est la suivante :

- La Communauté hôte est prête à assister pour un temps limité,
- Les PDI constituent une main d'œuvre, bon marché pour les travaux journaliers,
- Et pour les autres, les PDI sont responsables des problèmes de protection et de sécurité.

KAYNA

Un conflit latent existe dans la communauté entre les autochtones et les non originaires qui disaient avoir de champs et des terres ici dans la zone (cas de certaines familles d'expressions Rwandophones) mais signalons aussi les conflits liés à la sécurité alimentaire, l'usage des AME, la promiscuité et la pauvreté dû à la charge de plus des ménages déplacés aux familles d'accueil.

Une bonne perception de la communauté vis-à-vis des PDI a été observé ; car la communauté hôte a confirmé être prête à assister les PDI pour le temps nécessaire en outre ces derniers constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers dans la zone d'accueil.

Quelques mécanismes communautaires de médiation existent dans la commune entre autres : le NPRCF (Noyaux de prévention et résolution des conflits fonciers) de l'organisation AAP mais aussi la CAR (commission d'arbitrage) organisée par NRC. Il existe aussi la commission Justice et paix de l'église catholique et en fin des barza mises en place par des vieux sages mais aussi les bureaux des quartiers

KASEGHE

Les PDI jugent que la cohabitation est bonne entre les deux communautés (PDI et hôtes) . Aucun problème de cohabitation n'a été enregistré depuis leur arrivée.

Il existe plusieurs mécanismes et organismes de médiation de conflit dans la zone notamment : TECO (Travail d'émergence au Congo), FESCO (Fédération des scouts au Congo), les vieux sages, les chefs de 10 maisons et les autorités locales.

LUOFU et MIRIKI

La communauté PDI a été bien accueillie dans les zones justes à leur arrivée mais un conflit non latent est visible. Les déplacés vivent dans des familles d'accueil où ils ont été accueillis. Pour survivre, ils accompagnent quelques personnes dans les activités champêtres, où ils participent à d'autres activités d'ordre économico-environnemental (transport du sable, cultiver le champ, etc.) et d'autres encore font le sexe pour leur survie. Ce qui les expose à des tensions avec la communauté d'accueil.

Il existe un mécanisme de réconciliation mis en place par les acteurs étatiques et les acteurs non étatiques (Noyau de Paix et de développement (NPD), Conseil de Paix et de Développement du Groupement (CPDG), Comité Local de Paix et de Développement (CLPD), Comité d'observation de tension sociale (COTS) etc. Toutefois, le niveau de confiance envers ces structures reste faible et cela nécessite un renforcement des mécanismes de collaboration entre les structures étatiques et les structures non étatiques.

BULOTWA

Il est signalé bonne cohabitation pacifique entre les familles hôtes et les PDIs. Néanmoins, en cas de conflit mineur ou majeur, les PDIs font recours aux autorités locales pour trancher palabre.

KANYABAYONGA

En ce qui concerne la cohabitation pacifique il y a deux hypothèses : - les uns estiment que la cohabitation pacifique est bonne entre les personnes déplacées internes et la communauté hôte et aucune discrimination de déplacés n'est enregistrée d'autant plus que lors de l'arrivée des

déplacés dans la zone d'accueil, ce sont les membres des familles hôtes qui s'occupent de leurs alimentations car ils arrivent étant dépourvus de toute chose. - Les autres disent que la cohabitation n'est pas bonne entre les deux groupes d'autant plus que dans les familles d'accueil, les personnes déplacées internes y vivent dans des mauvaises conditions suite au surpeuplement de leurs ménages, ce qui crée des problèmes à cause l'insuffisance des nourritures, douches et latrines(WC) y compris de l'eau que les déplacés consomment.

B5- Droit au Logement, à la Terre et la Propriété (LTP)

KIRUMBA

La situation de logement, la terre et la propriété est inquiétante dans la zone d'accueil. Nombreux ménages PDI vivent en familles d'accueil dans la promiscuité suite au manque, et même l'insuffisance des abris, encourant tous les risques d'attraper les maladies d'origines hydriques, et plusieurs autres pathologies. Au cas où l'on signalait un cas de COVID-19, plusieurs familles ou personnes seraient affectées et la pandémie se propagerait très vite.

Les problèmes qui touchent au logement, à la terre et la propriété les plus récurrents sont les suivants :

- Augmentation du coût du loyer,
- Accès à la terre pour les PDI,
- Occupation secondaire des maisons et des Champs,
- Problèmes de limite,
- Rareté des terres.

Signalons qu'en cas de problèmes, les questions LTP sont adressées aux structures suivantes : Autorités locales, - Associations locales pour essayer de trancher les palabres. La plupart des PDI interrogés ont déclaré que le niveau de confiance en ces structures reste faible pour les uns et Moyen pour les autres.

KAYNA

A ce point, il a été dit que certains concessionnaires s'accaparent de grandes étendues de terres où ils mettent les activités agropastorales ce qui aboutit de fois à de conflit entre agriculteurs et éleveurs. Mais aussi certains conflits de limites de terres sont enregistrés, ces derniers sont adressés d'abord vers les structures locales de médiation qui ont une confiance élevée de la population dont : les barzas communautaires et les autorités locales/notables.

Malgré le surpeuplement dans les familles d'accueil ; les déplacés n'ont pas exprimé les besoins de construction des abris dans les parcelles de familles des résidents.

KASEGHE

Les déplacés de KASEGHE n'ont pas accès à la terre par le fait que l'agglomération est entourée par des fermes et se trouvent donc dans l'obligation de fréquenter leurs champs dans le milieu d'origine où ils sont exposés à l'insécurité orchestrée par les groupes armés. Les déplacés ont confiance aux services communautaires de mécanisme de médiation et de résolution des conflits entre autres (chef de localité, société civile, les défenseurs des droits humains et aux chefs des confessions religieuses).

Les problèmes qui touchent au logement et à la terre existent dans la zone entre autres :

- Accaparement des terres ;
- Conflits entre les agriculteurs et éleveurs ;
- Difficultés d'accès à la terre par les PDI ;
- Augmentation du coût des loyers à l'égard de PDI ;

LUOFU et MIRIKI

A LUOFU, Depuis l'arrivée des déplacés dans la zone, les prix de loyer des maisons ont haussé et les déplacés sont dans une situation dans laquelle ne peuvent trouver où payer la location. Quelques ménages déplacés s se sont vus chassés par les propriétaires des maisons où le chef de village les avait placés sans l'aval des propriétaires. Ceux-ci exigent de frais de loyer à ces ménages déplacés. Certains déplacés pour trouver à payer le loyer, ils sont utilisés comme main d'œuvre dans les champs des autochtones et d'autres exploités sexuellement pour les femmes et filles.

A MIRIKI, La situation de logement, la terre et la propriété n'est pas rassurante pour les PDI dans la zone de Miriki, où ils vivent en familles d'accueil. Ceux-ci vivent dans la promiscuité suite à l'insuffisance des abris. Les conflits armés persistants dans cette zone ont causé l'incendie / destruction de plus de 200 maisons / cases soit par les GA, soit par les FARDC, au cours des années 2019 et 2018.

BULOTWA

La situation des abris n'est pas rassurante. Une famille PDI de dix personnes vit dans une chambre de quatre mètre carre, dans la véritable promiscuité, exposes aux maladies d'origines hydriques. En cas du Covid-19 dans la zone, la pandémie risquerait de vite se propager dans la communauté. Difficile de respecter les mesures de distanciation sociale.
Les déplacés se sentent parfois humilié par certaines attitudes de dédain dont ils sont victimes de la part des membres de familles d'accueil. Certaines paroles choquantes leurs sont lancées et un traitement discriminatoire leur sont réservé surtout pendant des repas. Par ailleurs, les déplacées constituent une main d'œuvre bon marché pour ce village.

KANYABAYONGA

Les problèmes qui touchent au logement et à la terre existent dans la zone entre autres :

- Les populations déplacées vivent dans les familles d'accueils où le problème de promiscuité est soulevé suite à un nombre élevé des personnes dans les ménages ;
- Les déplacés de KANYABAYONGA n'ont pas accès à la terre et cela les poussent à penser au retour dans leurs zones de déplacement où ils sont exposés à l'insécurité orchestrée par les groupes armés ;

Il faut noter que dans la zone il y a existence des structures locales de résolutions des conflits fonciers parmi lesquels : les barza communautaires, les autorités locales et certaines ONG comme AAP/NPRCF. L'on note un rétablissement de confiance entre la population et ces structures car ces dernières aident la population à résoudre pacifiquement les problèmes qui les opposent mais aussi ces structures contribuent au renforcement de la cohésion sociale entre les différents groupes identitaires et d'intérêts.

B6- Lutte antimines et restes explosifs de guerre (REG)

KIRUMBA

L'on a signalé la présence des engins non explosés et les restes explosifs des guerres (mines et REG) dans leurs zones de provenance et dans la zone d'accueil. Trois civils, dont une femme avait été tués par une explosion d'une grenade lorsqu'ils cultivaient leurs champs au village Ndwali/ localité Musuti/ groupement Musindi en avril 2019. Il en est de même dans la zone de MIRIKI où une mine a été signalée et n'a pas encore été déminée. Les affrontements répétitifs entre les FARDC et les GA seraient à la base de la pollution de cette zone. La population de la zone n'est pas été sensibilisée sur le danger des mines et REG.

KAYNA

Aucun incident lié aux restes explosifs de guerre n'a été enregistré dans la commune mais la communauté craint beaucoup les accidents liés au REG. La plupart de la population est sensibilisée sur la Lutte antimines et Reste Explosif de Guerre (REG) par certains chefs de quartiers et cellules qui auraient déjà pris part à une formation de ce genre organisée par les organisations humanitaires de Lutte antimines. La population interviewée estime que cette zone n'est pas polluée des Restes Explosifs de Guerre

KASEGHE

Il a été souligné par les PDI qu'à la fin de l'année 2019, en pleine journée dans le centre de KASEGHE un chauffeur d'un véhicule marque Actros s'était heurté contre un engin explosif improvisé et était mort sur le champ ; En ces jours, dans la localité de MAKOFI à 1 km du centre de KASEGHE, se trouve un REG non encore déminé alors que plusieurs alertes sont déjà produites et destinées aux autorités.

LUOFU et MIRIKI

Il est signalé la présence des engins non explosés(UXOs) dans le village de MIRIKI. Une bombe (mortier HT 82) y a été découverte depuis le 09 mai 2020 à côté l'école primaire MIRIKI. En date du 14 mai 2020, les spécialistes de l'ONG ACOLAM sont descendus dans la zone pour se rendre compte et sécuriser l'engin à travers le marquage. En attendant le déminage/ la destruction effective dudit engin, cette organisation a promis d'organiser des séances d'éducation aux risques des mines et REG afin de prévenir les risques et dangers liés aux mines et REG. Cela prouve à suffisance que la zone de MIRIKI et ses environs est polluée.

BULOTWA

Les incidents en lien avec les mines et REG sont quasi absents (moins documentés) dans cette zone actuellement. Dans l'ancien temps (2003), des engins non exploses étaient visibles dans cette zone avait même causé un mort (par explosion d'une grenade). En cette même époque, un feu de brousse avait explosé beaucoup d'engins non explosé jusqu'à blessé un civil. Notons que la population de Bulotwa a été une seule fois sensibilise par AFRILAM sur les risques liés aux dangers de mines et REG. Et l'ONG SYLAM avait fait la même chose vers les années 2007-2008. Nous signalons que les nouveaux PDIs n'ont pas encore été sensibilise en cette matière.
Pour le moment, des participants enquêtés n'ont pas aucune notion et sont à risque d'en être victimes dans les villages d'accueil comme ceux d'origine.

KANYABAYONGA

Dans la zone, il existe des cas d'incident liés au REG car depuis deux ans un jeune garçon a blessé par un engin non explosé. La population à tendance d'avoir peur car elles n'ont pas été trop sensibilisées sur les engins explosifs malgré les efforts fournis par l'ONG SYLAM et du DDR qui passent souvent aux lieux des deuils, églises pour les sensibilisations qui n'atteint toutes les couches de la population**.**

C- Situation des infrastructures de base

KIRUMBA

Les infrastructures de base existent bel et bien dans la zone. Ecole, centre de santé, marché etc. sont là mais ne sont pas occupées par les personnes déplacées internes. Cependant, certaines infrastructures sociales des bases (églises et école de village environnant de lieu d'affrontement Buleusa, Miriki) sont occupées par les personnes déplacées internes depuis le début de la récente crise, causée par les affrontements entre la coalition des Mai-mai UPDI/M –NDC/R contre les FPP/AP.

KAYNA

Education : Présence des écoles dans la commune de Kayna et aucune école détruite ni occupée lors de conflit,
Santé : Il existe un HGR de Kayna et des Centres de santé dont le CS Nyamiindo, le CS Busenyerwa etc. aucune de ces structures n'a été détruite ni occupée lors de conflit.
Marché local : Un marché local est organisé à Kayna chaque samedi.

KASEGHE

Aucune école, centre de santé, marché local n'est occupé ni par les FARDC, PNC, assaillants, population locale et PDI.

Education : les déplacés confirment que les infrastructures scolaires n'ont pas été endommagées et le système éducationnel est accessible à tous surtout avec la gratuité de l'enseignement à l'école primaire.
Santé : Deux structures sanitaires sont fonctionnelles dans la localité notamment le centre de santé CARITAS, CEBCA et la qualité de soins est appréciée. Néanmoins les déplacés déplorent le cout élevé pour accéder aux soins médicaux.
Marché local : Les déplacés fréquentent le marché local existant dans l'agglomération de KASEGHE et aucune discrimination n'est observée**.**

LUOFU et MIRIKI

Les centres de Santé et marchés locaux existent et fonctionnent timidement. Quant aux écoles, celles – ci sont fermées momentanément suite aux mesures de confinement prises par les autorités publiques du pays en raison de la pandémie du Coronavirus 19. Une école primaire de Miriki sert comme hébergement lors de passage des déplacés dans la localité de Mulinde / Miriki.

BULOTWA

Les infrastructures de base existent bel et bien dans la zone. Ecole, centre de santé, marché et église etc. sont là, mais ne sont pas occupées par les personnes déplacées internes.

Lors des mouvements de déplacement, certaines écoles de village BULEUSA ont servi du lieu d'hébergement ; signalons ici que la plupart des maisons des déplacés ont été incendiées lors des affrontements aux lieux de provenance.

KANYABAYONGA

Dans la commune de KANYABAYONGA, les déplacés confirment que les infrastructures scolaires, sanitaires, voire même les marchés n'ont pas été endommagés sauf qu'actuellement les écoles ne sont pas ouvertes suite aux mesures de protection contre CoronaVirus (COVID-19), décrétées par le président de la République.

Par rapport à la santé, trois structures sanitaires sont fonctionnelles à KANYABAYONGA notamment : CS SINGAMWAMBE, CS VUVOGHO, CSR DE KANYABAYONGA, mais les soins sont payant pour toutes les couches de la population et les déplacés y compris. Ainsi, ces derniers déplorent le prix qu'ils considèrent comme élevés car ils n'ont pas assez des moyens pour l'auto-prise en charge médicale.

S'agissant du marché local, les déplacés fréquentent le marché local existant dans la commune de KANYABAYONGA et ne sont pas distingués ou marginalisé par les des autres en termes d'achat.

Il sied de souligner que dans certains lieux des provenances comme KATEKU et NDWALI, les écoles sont construites en pailles, mais n'ont pas été occupées par les groupes armés sauf que le poste de santé de NDWALI et EP NDWALI étaient incendiés par les éco- gardes et quelques maisons, mais aussi les toitures

de certaines maisons des habitants des KATEKU ont été enlevées par les assaillants NDC/Rénové après les affrontements du 02 Avril 2020 et sont allés avec les tôles au village BUKUMBIRWA à leur quartier général.

D- Présence de l'autorité de l'Etat

KIRUMBA

Il est signalé la présence de l'autorité de l'Etat dans la zone d'accueil. Tous les services de l'Etat y fonctionnent normalement. Les FARDC, la PNC, l'ANR et les autres autorités civiles (Bourgmestres) sont sur place en commune de Kirumba.

KAYNA

Dans la Zone d'accueil à Kayna : il y a un Bourgmestre de la commune de Kayna, PNC, FARDC, ANR.

KASEGHE :

Les structures étatiques dans la zone sont : bureau du fonctionnaire délégué de l'Etat, bureau du groupement de MUSINDI, Bureau de la localité KIHEMBE ; La police (PNC), Les FARDC ; L'ANR, le service de cadastre, l'Environnement, le service de culture et art, bureau de l'Etat civil et autres services de l'Etat.

LUOFO et Miriki : La présence de la représentation de l'Etat congolais est visible dans les deux localités de Luofu et Miriki. L'Etat Congolais est représenté par les autorités administratives, les FARDC, la PNC, ANR en dépit de plusieurs violations des droits humains commises par les groupes armés.

BULOTWA

Il est signalé la présence de l'autorité de l'Etat dans la zone d'accueil. Seuls les FARDC, l'ANR et les autorités civiles (chefs de localités) qui assurent la protection des civils

KANYABAYONGA

La sécurité de KANYABAYONGA est assurée par la Police Nationale Congolaise, le FARDC et la MONUSCO ; ce qui fait que la situation sécuritaire soit jugée moyennement bonne.

E- ACTEURS HUMANITAIRES ET ACTIVITES DANS LA ZONE

KIRUMBA : Les acteurs humanitaires présents dans la zone : CARITAS/Goma, TEAR FUND, INTERSOS, DRC, APETAMACO, AHADI, SUFMCO, AIDES, CNR, CICR, MEDAIR, PAP/RDC, CRONGD/NK **,** CNR, SJFMCO

KAYNA : Aucun acteur présent dans localité de provenance, cependant à Kayna il y a la présence des organisations ci-après : CARITAS/Goma, TEAR FUND, INTERSOS, DRC, APETAMACO, AHADI, SJFMCO, AIDES, CNR, CICR, MEDAIR, PAP/RDC, CRONGD/NK**,** CNR.

KASEGHE : Les acteurs humanitaires ayant intervenu dans l'agglomération administrative de KASEGHE sont : CARITAS/Goma, INTERSOS, DRC, APETAMACO, SJFMCO, AIDES, FIRD, CNR

A LUOFU et MIRIKI : Les organisations humanitaires comme DRC qui intervient dans la protection, monitoring de protection et éducation, CRONG dans la résolution des conflits, Caritas Goma dans la protection communautaire, INTERSOS en monitoring de protection et autres acteurs comme, OXFAM, APETAMACO en sécurité alimentaire CENED-SYDIP, SIJFMCO, UWAKI, IAP, UPCED, PAP/RDC, CNR, MEDAIR, FIRD

KANYABAYONGA : CARITAS GOMA, INTERSOS, DRC APETAMACO, SIJFMCO, CICR, MEDAIR, AAP, PAP/ RDC, CRONGD/NK, CROIX ROUGE, ASOJED, PAL, CENED, CIDED, COPAFOS

F- BESOINS (compilé pour toutes les localités)

- Sécurité (dans les zones de retour des PDIs de toutes les localités),
- Besoin en logement/ABRIS, AME, VIVRES (Kirumba, Kayna, Luofu, Miriki, Kaseghe, Bulotwa et Kanyabayonga)
- Besoin en kit scolaires et Education des Enfants (KANYABAYONGA, BULOTWA, KIRUMBA,
- Besoin en Soins Médicaux, (Kirumba, Kayna, Kaseghe, Luofu, MIRIKI, KANYABAYONGA,
- Besoin en kit de dignité, (Kirumba, Kayna, Kaseghe, LUOFU, MIRIKI ET BULOTWA)
- Besoin d'Assistance en AGR, (KIRUMBA, LUOFU, MIRIKI, KANYABAYONGA)
- Réhabilitation des écoles et centre de santé,
- Habillement (Kaseghe, KANYABAYONGA, KIRUMBA, LUOFU, MIRIKI, KASEGHE ET KAYNA)
- Besoins EHA, Eau potable et latrines (KANYABAYONGA)
- Nutrition (KANYABAYONGA, KAYNA, BULOTWA)

G- RECOMMANDATIONS (compilées pour toutes les localités)

- Rétablissement de l'autorité de l'Etat dans les zones de provenance (KIRUMBA, KAYNA, LUOFU, MIRIKI, KASEGHE et KANYABAYO
- Faire des séances de sensibilisations et renforcement de capacité en matière de SGBV (KASEGHE,
- Renforcer le mécanisme de coordination de protection de l'enfance (KASEGHE, KAYNA, KANYABAYONGA)
- Mener des activités de réinsertion socio-économiques des victimes de GBV. (KASEGHE, LUOFU, MIRIKI)
- Procéder au déminage de l'engin explosif découvert dans l'entité. (KASEGHE, MIRIKI)
- Education aux risques sur les engins explosifs improvisés (KASEGHE, LUOFU, MIRIKI, BULOTWA, KIRUMBA et KANYABATONGA).
- Organisation des formations des autorités sur la protection communautaire (KASEGHE, LUOFO, MIRIKI)
- Formation sur les lois foncières à l'intention des communautés (déplacés et autochtones) -KASEGHE,
- Appuyer les déplacés en AGR (KASEGHE,
- Mettre à la disposition des déplacés les semences agricoles (KASEGHE,)
- Procéder à la distribution des AMES aux nouveaux ménages déplacés (KASEGHE, KAYNA, KANYABAYONGA)
- Plaider pour la gratuité des soins (KASEGHE, KAYNA, KANYABAYONGA)
- Plaider pour l'application la loi de la tolérance zéro pour punir les auteurs présumés des violences sexuelles et basées sur le genre. (LUOFU, MIRIKI)
- Aux acteurs humanitaires intervenant dans le SGBV d'accompagner les survivantes des viols dans les activités génératrices de revenus (AGR) et multiplier les séances de sensibilisations contre ces actes. (LUOFU, MIRIKI)
- Suivre la situation des enfants séparés (à KASEGHE, KAYNA, KANYABAYONGA) et les ENA et les EASFGA (à LUOFU et MIRIRI) ;
- Faire le plaidoyer auprès des autorités pour l'obtention des attestations de pertes de pièces en faveurs des déplacés. (Tous les villages Cfr. Eval)
- Mener des activités de réinsertion socio-économiques des victimes de GBV (KANYABAYONGA, LUFU, MIRIKI, BULOTWA, …)

DONNEES RECUEILLIES PAR LES EQUIPES/ ORGANIATIONS:

No	Organisations	Secteur d'intervention	Nombre des staffs
1	CARITAS GOMA	Protection communautaire	4 personnes
3	INTERSOS	Monitoring de protection	2 personnes
4	DRC.D.K	Protection	1 personne
5	APETA MACO	Sécurité alimentaire, AGR et éducation	3 personnes
6	AHADI	Protection de l'enfant	3 personnes
7	SIJF MCO	Protection communautaire	1 personne
8	AIDES	Abris/Territoire de Lubero	3 personnes
9	CNR	Protection de PDI	2 personnes
10	PAP RDC	SGBV	2 personnes
11	CRONG D/ NK	Cohabitation pacifique : Résolution des conflits et plaidoyer	2 personnes
12	UNHCR	Protection,securite	2 personnes
13	FIRD	Protection	2 personnes

Ci-dessous quelques images de focus groups.

Fait à KIRUMBA, le 18 Mai 2020